

UTBM – Site de Sevenans 90010 BELFORT Cedex	Identité du titulaire ¹ :
<p style="text-align: center;">Marché n°2511_PEI_AUTOMATE</p> <p style="text-align: center;"><i>Marché à procédure formalisée – Marché de fournitures et de services</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Appel d’offres ouvert en application des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique</i></p> <p style="text-align: center;">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p> <p style="text-align: center;">Retrofit complet et non redondant de l’automate de sécurité de la plateforme Hydrogène Energie du site de Belfort de l’UTBM</p>	
Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est Ghislain Montavon, directeur de l’UTBM	
Le comptable assignataire est Sophie VAULOT-DROIT (service.comptable@utbm.fr/ 03.84.58.30.84).	

¹ Merci d'apposer votre tampon complété par le nom, la qualité ainsi que l'adresse du fondé de pouvoir habilité à parapher chaque page de ce document et à signer tous les autres documents.

DEFINITION	3
ARTICLE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 – Contexte	4
1.2 – Objet	4
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1 – Procédure de passation	4
2.2 – Allotissement	5
2.3 – Forme du marché public	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC	6
5.1 – Délais d'exécution	6
5.2 – Opérations de vérification	6
ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ	7
6.1 – Avances	7
6.2 – Contenu des prix	7
6.3 – Forme et évolution des prix	7
6.4 – Paiement et établissement de la facture	8
6.5 – Nantissement et cession de créance	8
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS ET RÉSILIATION	8
7.1 – Pénalités pour retard de livraison	9
7.2 – Pénalités pour travail dissimulé	9
7.3 – Résiliation	9
ARTICLE 8 – DROIT, LANGUE, MONNAIE	9
ARTICLE 9 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	9

DEFINITION

AE : Acte d'engagement

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

UTBM : Université de technologie de Belfort-Montbéliard

Fournitures / Services : prestations objets du marché public

Marché public : marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir adjudicateur : UTBM

Représentant légal du pouvoir adjudicateur : Le Directeur de l'UTBM, personne habilitée à engager l'établissement et à signer le marché public

Acheteur : Le pouvoir adjudicateur ou ses représentants (directeur ou interlocuteurs techniques)

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

Article 1 – Contexte et objet du marché

1.1 – Contexte

L'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, ci-après dénommée UTBM, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont les missions principales sont la recherche et l'enseignement supérieur. Elle est l'un des deux établissements-composantes de l'établissement public expérimental (EPE) « université Marie et Louis Pasteur » (UMLP) et est également membre réseau des Universités de Technologie (Compiègne, Troyes et Shanghai). L'UTBM est la 4ème plus importante formation d'ingénieur post-bac Française. L'UTBM est répartie sur 3 campus et est implantée sur 3 communes distinctes : Sevenans, Montbéliard et Belfort. Son siège est basé sur le site de Sevenans.

1.2 – Objet

L'objet du marché est l'acquisition et l'installation, au sein d'armoires existantes, d'un CPU industriel de sécurité et ses cartes d'entrées et sorties logiques et analogiques permettant la reprise des points des capteurs, actionneurs et pupitres (panneaux IHM), puis de programmer, mettre en service et maintenir le matériel afin de retrouver un fonctionnement identique à l'automate de sécurité actuellement en service.

Code CPV : 30211500-6 Unité centrale de traitement (CPU)

Phase 1	Remplacement des CPU centraux par un CPU non-redondant de dernière génération, dont la date de fin de cycle de vie du produit est supérieure à 13 ans, apte à fonctionner dans l'environnement actuel. Programmation et relance de l'installation pour retrouver les fonctionnalités identiques	Fin 2025, début 2026
Phase 2	Remplacement des E/S gérant la première tranche (armoires générale et secondaire en F026) ainsi que des interfaces de dialogue (IHM) de la tranche 1 par des produits compatibles avec l'environnement actuel et dont la date de fin de cycle de vie du produit est supérieure à 13 ans. Programmation et relance de l'installation pour retrouver les fonctionnalités identiques	Courant 2026
Phase 3	Remplacement des E/S gérant la seconde tranche (armoire extension en F162) par des produits compatibles avec l'environnement actuel et dont la date de fin de cycle de vie du produit est supérieure à 13 ans. Programmation et relance de l'installation pour retrouver les fonctionnalités complètes finalisées Et transmission de l'analyse fonctionnelle Et réalisations des formations	Courant 2027
Phase 4	Période de test avant réception définitive	+ 6 mois après la fin de la phase 3

Article 2 – Dispositions générales

2.1 – Procédure de passation

Le présent marché est passé par une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124.2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 – Allotissement

Le marché public n'est pas alloti car il s'agit d'une prestation unique et homogène.

2.3 – Forme du marché public

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire (article R.2112-6 2° du code de la commande publique)

Article 3 – Durée du marché

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire. La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire. La notification vaut bon de commande et fait courir les délais d'exécution.

Le marché est découpé en plusieurs phases.

La durée effective des prestations de chaque phase est proposée par le titulaire.

A l'issue de chaque phase le pouvoir adjudicateur dressera un procès-verbal de réception.

La date de livraison définitive des prestations est fixée, au plus tard, 6 mois après la fin de la phase 3.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non les PSE qui porte sur la maintenance des équipements pour une durée pouvant aller de 1 à 5 ans.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, dit « CCAG FCS », approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, s'applique au marché. Le présent marché déroge dans certains cas à ce CCAG-FCS. Ce CCAG-FCS est consultable librement et gratuitement sur le site internet du ministère chargé de l'économie.

Pièces constitutives du marché :

- L'acte d'engagement du marché - 2511_PEI_AUTOMATE ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières à ce marché 2511_PEI_AUTOMATE ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières à ce marché 2511_PEI_AUTOMATE ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341/2025-07-06/>) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.
- L'annexe « 2511_PEI_AUTOMATE– Interlocuteurs du marché ».

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le pouvoir adjudicateur, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent document.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est inutile de joindre à l'offre un document « conditions générales de vente ». Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. En effet, s'agissant d'un marché public, seules les dispositions du marché s'appliqueront. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Article 5 – Exécution du marché public

Le marché est découpé en plusieurs phases.

A la notification du marché le titulaire et l'acheteur détermineront la date de début de la phase 1. Cette date sera validée par le titulaire par un retour écrit par mail.

La même procédure sera mise en place pour les phases suivantes et les dates arrêtées à minima 1 mois avant la date de début des prestations.

Le date de début de la phase ne pourra dépasser les périodes indiqués dans l'article 1.2 ci-dessus.

La durée d'intervention de chaque phase est déterminée par le titulaire et est reprise dans l'acte d'engagement.

A partir de la phase 1 et pour l'ensemble des phases, la réception de la phase fera l'objet d'un procès-verbal signé du titulaire et de l'acheteur.

Ce procès-verbal servira de preuve permettant d'attester du service fait.

5.1 – Délais d'exécution

La durée d'intervention de chaque phase est déterminée par le titulaire et est reprise dans l'acte d'engagement.

Le non-respect des délais par le titulaire pourra entraîner l'application des pénalités prévues ci-après.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, la demande de prolongation peut être effectuée à l'initiative de l'acheteur, même si le délai contractuel est dépassé. L'acheteur fixe alors le nouveau délai contractuel à respecter, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour accepter le nouveau délai contractuel.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation à son initiative, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

5.2 – Opérations de vérification

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront effectuées par l'acheteur, par le biais des interlocuteurs techniques mentionnés à l'annexe – Interlocuteurs du marché.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai maximum de 15 jours pour transmettre au titulaire le procès-verbal de réception avec ou sans réserve.

Le procès-verbal de réception devra indiquer : les travaux effectués, les tests effectués et les éventuelles remarques et dysfonctionnements majeurs et mineurs constatés.

Les réserves majeures signalées devront être corrigées rapidement suivant un planning défini avec le titulaire. Les réserves mineures pourront éventuellement être reportés sur la phase ultérieure.

Lorsque que les réserves sont levées par le titulaire et l'acheteur alors le procès-verbal de la phase doit préciser les opérations effectuées ainsi que la date de réception effective de la phase.

Il appartient à l'acheteur dans le procès-verbal d'indiquer si les réserves empêchent la réception de la phase ou non.

Les nouveaux dysfonctionnement ou écarts constatés après chaque réception de phase, seront signalés par mail au titulaire au fil de l'eau et devront être corrigés lors de la phase suivante.

A l'issue de la dernière phase, une période de test de 6 mois permettra de vérifier le bon fonctionnement de l'automatisme et les défauts seront corrigés par une ultime maintenance corrective planifiée ensemble.

Article 6 – Prix du marché

6.1 – Avances

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique, une avance sera versée uniquement dans le cas où celle-ci est obligatoire. Le titulaire peut refuser cette avance. Aucune avance facultative ne sera versée au titulaire.

Le taux de l'avance est de 20 % du montant total du marché.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

6.2 – Contenu des prix

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris, mentionnés dans l'acte d'engagement.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Sauf conclusion d'un avenant, aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé à l'UTBM.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures/Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures/Services, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

6.3 – Forme et évolution des prix

Les prix du marché sont forfaitaires, et sont fixés conformément à l'offre financière du titulaire, et détaillés dans l'acte d'engagement.

Offre de base	
Phase 1	Acompte de 40 %
Phase 2	Acompte de 20 %
Phase 3	Acompte de 20 %
Phase 4	Solde de 20 %

Les prestations de maintenance seront réglées à la fin de chaque période annuelle de maintenance.

6.4 – Paiement et établissement de la facture

A l'issu de chaque phase, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme dématérialisée via la solution mutualisée Chorus Pro. Les factures devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Les noms ou la raison sociale, et adresse du titulaire ;
- Le numéro SIREN ou de SIRET, le code APE, et le numéro de TVA intracommunautaire ;
- Son numéro de compte bancaire ou postal (joindre un RIB) ;
- Le numéro du marché (2511_PEI_AUTOMATE) ;
- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro d'engagement transmis par l'UTBM après la notification) ;
- La date du marché (date de notification) ;
- Un numéro de facture ;
- Le détail précis des prestations fournies et des prix ;
- Le montant HT et TTC de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la TVA ainsi que les taxes parafiscales le cas échéant.

Chaque facture doit indiquer les références de chacune des commandes. Chaque facture non conforme ou non déposée sur la solution mutualisée Chorus Pro sera automatiquement renvoyée. **Un guide de dépôt des factures sur Chorus Pro pourra être transmis au titulaire sur simple demande au service des affaires juridiques à l'adresse marches@utbm.fr.**

Pour rappel, voici les informations nécessaires : L'UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE BELFORT-MONTBÉLIARD (UTBM), Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Site de Sevenans – 90010 Belfort cedex, enregistré sous le n° SIRET : 19900356700013, représentée par Monsieur Ghislain Montavon, agissant en qualité de directeur.

L'UTBM paiera par virement administratif dans le délai de trente jours comptés de la réception de la facture. À défaut de paiement sous trente jours, l'UTBM versera au titulaire des intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne. **Attention** : *le délai de paiement de trente jours mentionné supra ne s'entend que pour les factures régulièrement déposées sur la solution mutualisée Chorus Pro.*

6.5 - Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement signée par l'acheteur et le titulaire.

L'UTBM délivre uniquement l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

Article 7 – Pénalités et résiliation

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS et en cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures /Services non livrées/non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des acomptes correspondants aux différentes phases.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue / le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour la phase concernée par le retard.

Le directeur de l'UTBM se réserve la possibilité de ne pas appliquer les pénalités.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

7.1 – Pénalités pour retard de livraison

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire dans son offre à compter du premier jour calendaire de retard.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l'acheteur, et notifié par les interlocuteurs techniques du marché.

En cas de retard par rapport aux délais d'exécution du marché public, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard par jour calendaire égale à 1000 euros HT, en raison de l'indisponibilité des équipements pendant la réalisation des prestations.

7.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités est égal à 10% du montant TTC du marché, sans qu'il puisse toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

7.3 – Résiliation

Conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG / FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, par une décision de résiliation du marché. Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité. Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut intervenir sans mise en demeure préalable.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par les articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG / FCS.

Article 8 – Droit, langue, monnaie

Droit : le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Besançon est seul compétent.

Langue : les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Monnaie : la monnaie de compte et de règlement du marché est l'euro.

Article 9 – Dérogations au CCAG-FCS

Les présentes clauses administratives particulières dérogent aux articles du CCAG/FCS suivants : 4.2.1, 4.2.2, 13.3, 14, 28, et 38 à 45.